

QUI A BRISÉ LA PROMESSE ?

L'injustice à grande échelle nécessite plusieurs acteurs

Les gens ont fait de la dépossession une réalité. Les politiciens en ont fait des lois. Les hauts fonctionnaires ont décidé des détails. Les agents locaux ont mis la politique en pratique.

Imaginez des entrepôts de meubles, de vêtements, d'instruments de musique et de livres. Le Bureau du séquestre des biens ennemis, un bureau fédéral, contrôlait tout ce que les Canadiens japonais étaient obligés de laisser derrière eux. En 1942, 120 employés travaillaient dans l'édifice de la Banque Royale à Vancouver, classant des documents et cataloguant des biens.

Les agents immobiliers ont inspecté les maisons. Les fonctionnaires ont établi le prix des fermes. Les encanteurs ont scandé des offres à des milliers d'acheteurs désireux.

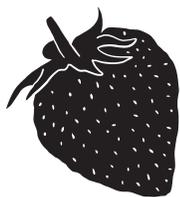


QUI ÉTAIT RESPONSABLE DE LA DÉPOSSESSION ?

La politique visait toutes les « personnes de race japonaise ».

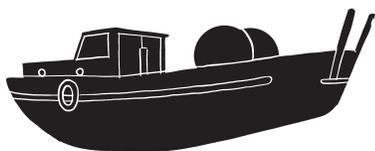
Pourtant, chaque décideur avait ses propres motivations et idées.

EXPLOREZ CE TABLEAU APPRENDRE qui était responsable des politiques.



FERMES

La plupart des fermes canadiennes japonaises ont été vendues au directeur de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en 1944. Ces 769 terres agricoles étaient délibérément sous-évaluées par les fonctionnaires. Ils voulaient que les terres profitent aux soldats revenant de la guerre.



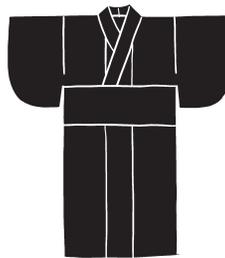
NAVIRES DE PÊCHE

En janvier 1942, le gouvernement a formé un comité pour encourager les pêcheurs à vendre ou à louer leurs navires. Lorsque certains Canadiens japonais ont refusé de vendre, le comité les a forcés. Des années plus tard, les avocats du gouvernement ont publiquement admis que les ventes étaient illégales, mais ils ont enterré la question.



IMMOBILIER URBAIN

Les fonctionnaires de la ville de Vancouver ont vu une occasion lorsque l'internement a commencé : le quartier historique canadien japonais sur la rue Powell pourrait être démoli et remplacé par des logements modernes. Ce plan a aidé à convaincre le gouvernement fédéral de vendre. Mais le réaménagement proposé n'a jamais eu lieu.



HÉRITAGES FAMILIAUX

Certains amis et voisins ont gardé les effets personnels des Canadiens japonais et les ont rendus quand ils le pouvaient. Cependant, la plupart ont pillé et volé. Plutôt que d'arrêter le pillage, le gouvernement a décidé de vendre ce qui restait. Entre 1943 et 1946, il a organisé 255 ventes aux enchères et vendu plus de 90 000 biens.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL *du* CANADA

PREMIER MINISTRE

WILLIAM LYON MACKENZIE KING

Secrétaire privé adjoint du bureau du Premier ministre

Greffier du Conseil privé

CABINET

COMMITÉS DU CABINET

Comité du Cabinet sur les questions Japonaises (Est. 1942),
Comité du Cabinet sur le réatriement et le déplacement/la délocalisation (Est. 1945)
Comité du Cabinet sur les problèmes Japonais (Est. 1946)

JOINDRE▶

**MINISTRE *de la* JUSTICE
et PROCUREUR GÉNÉRAL**

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

En 1942, des avocats du gouvernement ont approuvé la saisie de biens canadiens japonais. Aujourd'hui, le ministère de la Justice continue de restreindre l'accès aux dossiers qui pourraient expliquer cette décision.

VILLE DE VANCOUVER

URBANISTES DE VANCOUVER



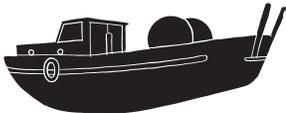
SECÉTAIRE *de* AFFAIRES EXTÉRIURES

JOHN ERSKINE

MINISTRE *de la* PÊCHE

**COMITÉ *de* TRAITEMENT/VENTE
de la NAVIRES
de PÊCHE JAPONAIS**

KISHIZO KIMURA



SECRÉTAIRE d'ETAT du CANADA

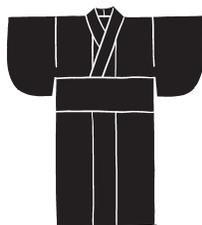
BUREAU du SÉQUESTRE

**BUREAU du SÉQUESTRE
de VANCOUVER**

GLENN MCPHERSON

FRANK SHEARS

PLUSIEURS DÉPARTEMENTS au sein
du bureau du séquestre ont exploité,
puis vendu des biens canadiens japonais.

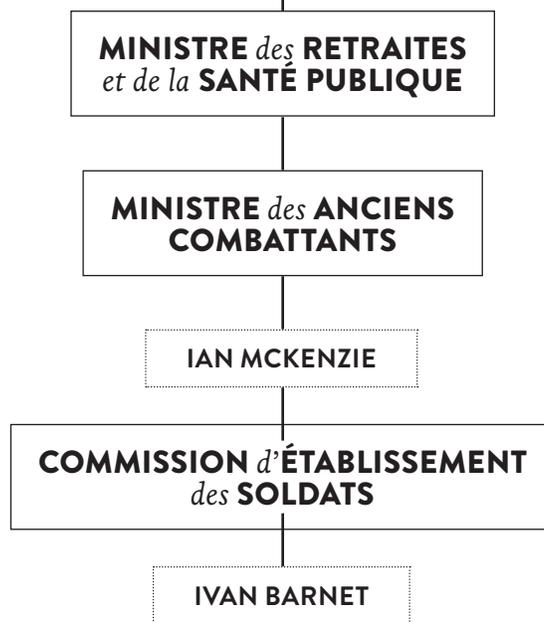


MINISTRE de TRAVAIL

La **COMMISSION de la LA SÉCURITÉ**
de la **COLOMBIE-BRITANNIQUE**



←.....JOINDRE





UNITED STATES LIBRARY OF CONGRESS'S PRINTS AND PHOTOGRAPHS DIVISION,
LC-USW33-019079-D

WILLIAM LYON MACKENZIE KING **PREMIER MINISTRE**

RÔLE :

King était le premier ministre du Canada en temps de guerre. Il était responsable de tous les comités de cabinet qui siégeaient sous lui. King recevait des mémos des rencontres de cabinets, mais c'est difficile de savoir quelle part de responsabilité il a eu dans la dépossession.

« Peu importe à quel point ils peuvent sembler honorables. Chacun d'eux... serait un saboteur et aiderait le Japon le moment venu », écrivait-il en 1941.



COURTESY OF EDMUND T. KIMURA / GRACIEUSETÉ DE EDMUND T. KIMURA

KISHIZO KIMURA **COMITÉ de TRAITEMENT/VENTE des NAVIRES de PÊCHE JAPONAIS**

RÔLE :

Kimura était désigné par le gouvernement comme représentant des Canadiens Japonais sur les comités qui supervisaient la dépossession. C'était un homme d'affaires bien établi dans le domaine de la pêche. Le gouvernement voulait une figure de confiance de la communauté canado-japonaise pour encourager les Canadiens Japonais à coopérer avec les politiques gouvernementales..

Des années plus tard, il a déclaré que « du point de vue actuel... lorsque les protestations et les manifestations sont à la mode, il peut y en avoir qui se moquent du... silence et de l'obéissance. » Mais le racisme sévissait; il a choisi de coopérer.



UNIVERSITY OF DALHOUSIE ARCHIVES

JOHN ERSKINE READ
SECRÉTAIRE *des* AFFAIRES EXTÉRIEURES

RÔLE :

John Erskine Read était un conseiller légal pour le Département des Affaires Externes de l'administration King. Il a écrit et révisé plusieurs décrets légaux, une branche du gouvernement. Il a écrit de puissants mémos exprimant sa colère face au traitement injuste des Canadiens Japonais.

« La prise des biens à ces hommes n'a rien à voir avec la sécurité. » Il a estimé que le gouvernement « abandonnait complètement le principe... d'équité. »



JOSEPH ALEXANDRE CASTONGUAY, LIBRARY AND ARCHIVES CANADA
/ BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA, E006581360

GLEN MCPHERSON
BUREAU *du* SÉQUESTRE *de* VANCOUVER

RÔLE :

Glen McPherson était à la tête du Bureau de la Propriété Ennemie, le bureau responsable de la protection de la propriété des Canadiens Japonais. Il était responsable de la direction du bureau. Initialement créé pour protéger la propriété, le bureau a ultimement vendu des dizaines de milliers de biens sans consentement. McPherson quitta suite à un burnout et Frank Shears est devenu directeur..



COURTESY OF LESLIE BARNWELL / GRACIEUSEMENT DE LESLIE BARNWELL

FRANK SHEARS

BUREAU *du* SÉQUESTRE *de* VANCOUVER

RÔLE :

Frank Shears était le gérant du Bureau de la Propriété Ennemie et était responsable de la gestion de la vente forcée des propriétés. Il est éventuellement devenu directeur du bureau. Pendant plus de 10 ans, c'était son travail de superviser directement la vente de propriété canado-japonaise.

Shears a estimé qu'il n'avait pas le choix : son rôle était « de mettre en œuvre... la politique gouvernementale... pas d'élaborer ou de suggérer ce que la politique devrait être ».



LA COMMISSION *de la* SÉCURITÉ *de la* COLOMBIE-BRITANNIQUE

RÔLE :

La Commission supervisait dirigeait l'internement. L'argent de la vente forcée des propriétés était versé dans des comptes contrôlés par la Commission. Les Canadiens Japonais devaient utiliser ces fonds pour payer pour leurs besoins de base. Il est important de noter qu'un département différent gérât la vente des propriétés.

« Nous sommes tout à fait en droit de refuser » des dispositions dans les camps, a déclaré un responsable.



JACK LONG. LIBRARY AND ARCHIVES CANADA
/ BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA, E999900293-U

LEONARD FRANK. NIKKEI NATIONAL MUSEUM, 1994.69.3.35



JACK LINDSAY, CITY OF VANCOUVER ARCHIVES, 1184-198

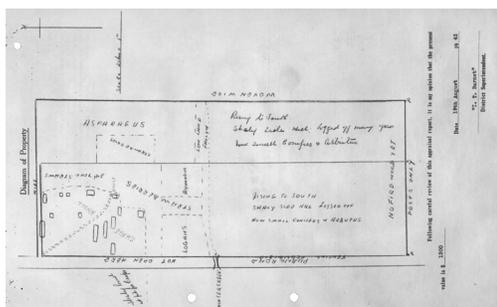
IAN MACKENZIE

MINISTRE *des* ANCIENS COMBATTANTS

RÔLE :

Ian Mackenzie a été élu ministre de cabinet en CB. Il a été élu grâce à des promesses incluant l'exclusion des Asiatiques, en plus d'avoir un engagement de longue date auprès des vétérans. Il a débattu pour donner les propriétés des Canadiens Japonais aux vétérans.

« Je ne crois pas que les Japonais soient une race assimilable. »



LIBRARY AND ARCHIVES CANADA / BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA

IVAN BARNET

COMMISSION *d'*ÉTABLISSEMENT *des* SOLDATS

RÔLE :

Ivan Barnet était le Surintendant pour la Commission d'établissement des soldats. Il appuyait l'idée de donner les terres agricoles des Canadiens Japonais aux soldats entrants blancs. En tant qu'officier de bas niveau, il a recensé, tracé et évalué les fermes des Canadiens Japonais à vendre à l'été 1942, avant même qu'il y ait des politiques explicites l'ordonnant.

« Nous devons maintenir la côte du Pacifique en tant que pays de l'homme blanc », a-t-il dit, « et... éduquer l'homme blanc pour qu'il réalise qu'il peut vivre confortablement » en exploitant une ferme.